Nouvelle épreuve de vérité pour le couple franco-allemand

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4319>

DOI : 10.4000/rea.4319

ISBN : 978-2-8218-1134-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 31 octobre 2011

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Nouvelle épreuve de vérité pour le couple franco-allemand », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 102 | octobre 2011, mis en ligne le 04 novembre 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4319> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4319>

Nouvelle épreuve de vérité pour le couple franco-allemand

**Prof. René Lasserre,
Directeur du CIRAC**

Depuis un an et demi, avec l'adoption d'un plan de sauvetage pour la Grèce, la France et l'Allemagne ont relégué au second plan leurs dissensions sur la politique économique européenne de sortie de crise et travaillent main dans la main à la mise en place d'un plan de sauvegarde et de solidarité financière entre les Etats membres de l'UEM, jouant ainsi un rôle moteur dans la défense de l'Euro. Sous ce leadership conjoint du tandem franco-allemand, imposé et assumé en grande partie sous la pression des marchés, la zone Euro a opéré des avancées importantes, à la fois au plan conceptuel et institutionnel, sur la voie d'une responsabilité financière partagée et d'une politique économique plus étroitement coordonnée. La mise en place du Fonds européen de stabilisation financière (FESF) en mai 2010 et son renforcement en juillet 2011, puis sa pérennisation, au-delà de 2013, sous la forme du Mécanisme européen de stabilité (MES), marquent une étape nouvelle sur la voie d'un fédéralisme financier. Les procédures de surveillance budgétaire contraignantes des Etats, actuellement en cours d'élaboration, procèdent quant à elles d'une mise en convergence des politiques économiques et de leur intégration progressive, garante de stabilité durable.

Pour innovantes et inédites quelles soient, ces mesures n'ont cependant pas jusqu'ici réussi à convaincre les marchés et à enrayer la crise de l'Euro, à la fois pour des raisons contextuelles et pour des raisons de fond. Au rang des facteurs contextuels, on invoque non sans justesse les pesanteurs d'une gouvernance communautaire de moins en moins lisible, sans parler des contraintes politiques nationales qui, en France et en Allemagne comme ailleurs, restreignent les marges de manoeuvre et inhibent les politiques européennes des gouvernements. A cela est venue s'ajouter une erreur d'appréciation sur le fond de ces mêmes gouvernements aussi bien que des instances européennes, au premier rang desquelles la BCE. Ceux-ci, effrayés par les risques potentiels et imprévisibles de contagion, se sont arqueboutés sur une position conservatoire de renflouement de la Grèce, plutôt que d'envisager la mise en place de mécanismes appropriés visant à reconnaître à temps et à gérer efficacement les risques d'insolvabilité des Etats. Devant l'aggravation de la situation grecque et les menaces pesant sur le Portugal, l'Espagne et l'Italie, le renforcement des engagements financiers du FESF, décidé le 21 juillet dernier par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone Euro, n'a pas vraiment rempli ses objectifs. Loin de restaurer la confiance, il n'a fait que nourrir le scepticisme des opérateurs, accroître la turbulence des marchés et faire resurgir dans l'opinion le spectre d'une crise financière de grande ampleur et d'une rechute dans la récession.

Les résolutions du sommet franco-allemand du 16 août à Paris, au cours duquel les deux gouvernements ont adopté des positions communes visant à doter la zone Euro d'un gouvernement économique mieux formalisé, à renforcer les règles du Pacte de stabilité et à instaurer une taxe sur les transactions financières, n'ont eu, à défaut d'apporter des éléments réellement nouveaux, qu'un impact négligeable sur la nervosité des marchés. Il a fallu que la perspective d'un défaut de solvabilité de la Grèce se confirme ces dernières semaines pour que le couple franco-allemand reprenne l'initiative et annonce, à l'issue de la rencontre Sarkozy-Merkel, programmée en

urgence le 9 octobre, sa volonté de présenter, à l'échéance du prochain sommet européen du 23 octobre, un accord global : la définition d'un nouveau plan d'ensemble pour la défense de l'Euro. Ceci afin de permettre aux Européens de se présenter en ordre de marche au Sommet du G20 les 3 et 4 novembre pour contribuer à sortir l'économie mondiale de l'ornière.

Ce projet d'accord européen global pour assurer la sauvegarde de l'Euro, dont les contours précis n'ont au départ pas même été esquissés, ne pouvait en aucun cas se limiter au seul renforcement du FESF par l'instauration encore très controversée d'un effet de levier visant à en élargir les garanties. Il se doit également, pour prévenir le risque de déstabilisation de la monnaie commune, définir un régime acceptable, et financièrement crédible, d'insolvabilité des Etats en difficulté. Ceci implique en tout premier lieu d'assurer la recapitalisation des banques fragilisées par l'annulation de leurs créances. Dans le cas de la Grèce, ces remises de créances devraient se situer à hauteur d'au moins la moitié, voire 60 % de leurs engagements pour lesquelles les banques devront se voir offrir des possibilités de refinancement multiples sur l'articulation desquelles les approchent divergent. S'il existe un assez large accord sur la nécessité qu'elles se refinancent sur le marché privé des capitaux avant de faire appel au concours de leurs autorités politiques respectives et ou en dernier ressort du FESF, les modalités et les conditions de leur refinancement sont encore loin d'être arrêtées et font l'objet d'après débats en fonction des situations nationales respectives. Alors qu'en Allemagne, la participation accrue des banques à la réduction de la dette souveraine est très mal accueillie par un secteur bancaire qui reste fragile dans son ensemble, mais semble pouvoir être absorbée par un recours au marché et sur moyens propres, la France se montre avant tout soucieuse d'amortir le choc pour ses établissements fortement exposés en leur ménageant un recours préférentiel au FESF, ce qui devrait permettre, en même temps, de réduire autant que possible les aides sur fonds publics afin de ne pas fragiliser davantage sa notation. Reste que la recapitalisation des banques ne saurait intervenir en dehors de l'adoption de nouvelles règles communautaires sur la solvabilité des établissements bancaires qui s'annonce difficile.

Au plan de la gouvernance économique de la zone Euro, les positions françaises et allemandes se sont visiblement rapprochées quant au renforcement de l'Eurogroupe, mais des divergences subsistent sur le renforcement des disciplines budgétaires, notamment sur l'automatisme des sanctions à laquelle le gouvernement français reste réticent. Quant aux engagements pris par la France de prendre résolument le cap de la convergence budgétaire et du désendettement, ils demeurent entachés d'incertitude à l'aune de la modestie des économies programmées au budget 2012 et des médiocres performances de croissance de l'économie française, sans parler du changement de majorité au Sénat qui repousse l'adoption constitutionnelle d'une « règle d'or » à des jours meilleurs au-delà de l'échéance présidentielle de 2012.

Autant d'éléments ponctuels qui, en dépit d'une volonté commune sans cesse proclamée, laissent planer un doute sur la capacité réelle des deux pays à donner corps à leurs engagements. Et plus encore à les faire prévaloir dans une architecture institutionnelle et un processus de décision européens de plus en plus complexes, où l'activisme bilatéral franco-allemand ne peut indéfiniment tenter de s'affranchir de la nécessaire régulation communautaire. La France et l'Allemagne ne parviendront à sortir de cette impasse qu'en revenant à l'essentiel, c'est-à-dire en s'attaquant conjointement et résolument à la question centrale de la rénovation des Traités.

René Lasserre, le 18 octobre 2011